Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités



#### MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

#### DÉPARTEMENT DE LA CÔTE D'OR

# EVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2 ÈME TRIMESTRE 2022 (EN % ET EN NOMBRE)



#### France métropolitaine: Evolution DEFM Cat. A:

- 0,6 % par rapport au 1er trimestre 2022

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

### CHIFFRES CLÉS

#### DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A: 18 270 (+ 0,6 % sur un trim.)
Cat. B, C: 18 930 (- 4,3 % sur un trim.)
Cat. A, B, C: 37 190 (- 2,0 % sur un trim.)

#### TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

**5,5** % au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 0,0 pt par rapport au 4<sup>ème</sup> Trim. 2021 (France métropolitaine : 7,1 % ; - 0,1 pt)

#### EMPLOI SALARIÉ

**216 710** au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 + 0,3 % par rapport au 4<sup>ème</sup> Trim. 2021

#### RECOURS À L'INTÉRIM

**7 340** intérimaires au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 - 3,0 % par rapport au 4<sup>ème</sup> Trim. 2021

# Au premier trimestre 2022

L'emploi salarié (privé et public) augmente en Côte-d'Or, soit 720 emplois en plus par rapport au 4e trimestre 2021. Hors intérim, l'emploi progresse à nouveau dans l'agriculture, la construction et les services, principalement les services aux ménages et aux entreprises. Plus gros employeur, le secteur des services non marchands gagne des effectifs. En revanche, l'emploi continue de diminuer dans l'industrie. Sur un an, l'emploi salarié progresse (+ 2%), une hausse plus favorable que celle enregistrée au niveau régional. La demande en intérim se contracte excepté dans l'agriculture. Le recours à l'activité partielle augmente dans le commerce, l'hébergement, la restauration et l'évènementiel soumis à des restrictions sanitaires causées par la vague Omicron. Le nombre moyen de foyers bénéficiaires du RSA (environ 9 900) continue de reculer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-6,2 %, soit -700), une baisse annuelle plus favorable que celle enregistrée dans la région.

#### Au deuxième trimestre 2022

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle tend à diminuer, excepté dans l'industrie et la construction pénalisés par les tensions sur les chaînes d'approvisonnement causées par la guerre en Ukraine. Les défaillances d'entreprises continuent d'augmenter mais le nombre d'emplois menacés reste inférieur à son niveau 2019. Les créations d'entreprises sont moins dynamiques qu'à la même période l'an dernier. Le ralentissement de l'activité économique observé au 1<sup>er</sup> trimestre impacte la demande d'emploi (cat.A) qui s'accroît de 0,6 %. Les sorties de Pôle emploi demeurent plus importantes et supérieures au volume d'entrées. Seules les sorties pour reprise d'emploi ou celles faisant suite à des entrées en stage ou formation diminuent. La demande d'emploi de longue durée se replie fortement pour le troisième trimestre consécutif mais elle reste encore à un niveau élevé.

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS)

de Bourgogne-Franche-Comté

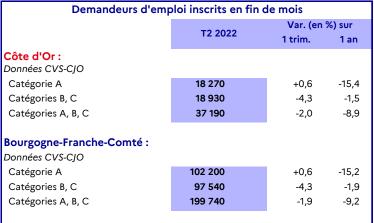
Directeur de publication : Monsieur Jean Ribeil

Réalisation : Service Etudes, Statistiques, Evaluation (SESE) - Tél. : 03.80.76.99.36 Retrouvez nos publications sur www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr 2<sup>ème</sup> Trimestre 2022

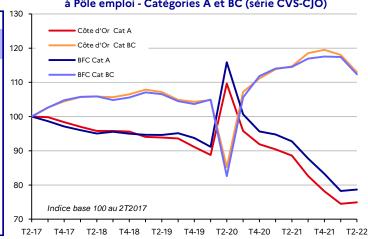
# La demande d'emploi

### Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

#### Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Source: Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares



Données CVS-CJO	C	Côte d'Or		BFC	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %	%) sur
Catégorie A	2022	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	9 210	-0,6	-15,6	+0,3	-15,6
< 25 ans	1 310	-1,5	-22,5	+1,1	-19,6
25 - 49 ans	5 360	-0,4	-14,5	+1,0	-16,0
50 ans et plus	2 540	-0,8	-13,6	-1,5	-12,8
Femmes	9 050	+1,8	-15,3	+0,9	-14,7
< 25 ans	1 150	+0,9	-22,8	+1,6	-17,9
25 - 49 ans	5 390	+4,1	-13,2	+1,3	-15,0
50 ans et plus	2 510	-2,3	-16,1	-0,1	-12,6
Total	18 270	+0,6	-15,4	+0,6	-15,2
< 25 ans	2 460	-0,4	-22,6	+1,3	-18,8
25 - 49 ans	10 760	+1,9	-13,9	+1,1	-15,5
50 ans et plus	5 050	-1,6	-14,8	-0,8	-12,8

Source : Pôle emploi-Dares, STMT,	traitements Dares

Données CVS-CJO	(	Côte d'Or		BFC			
	T2	Var. (en %) sur		T2 Var. (en %) sur Var.		Var. (en	%) sur
Catégories A, B, C	2021	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an		
Hommes	17 560	-2,4	-9,4	-2,0	-9,9		
< 25 ans	2 400	-4,8	-19,2	-3,2	-16,3		
25 - 49 ans	10 720	-2,3	-8,4	-2,1	-10,2		
50 ans et plus	4 440	-1,6	-5,7	-1,2	-5,2		
Femmes	19 630	-1,6	-8,4	-1,8	-8,5		
< 25 ans	2 280	-5,4	-17,1	-3,2	-14,7		
25 - 49 ans	11 900	-0,2	-7,4	-1,8	-8,9		
50 ans et plus	5 450	-2,9	-6,8	-1,1	-5,1		
Total	37 190	-2,0	-8,9	-1,9	-9,2		
< 25 ans	4 680	-5,1	-18,2	-3,2	-15,5		
25 - 49 ans	22 620	-1,2	-7,8	-1,9	-9,5		
50 ans et plus	9 890	-2,3	-6,3	-1,2	-5,2		

Source: Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

#### Les catégories de demandeurs d'emploi :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois);
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;

- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

# Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	(	Côte d'Or		BFC	
	T2	Var. (en	%) sur	Var. (en	%) sur
Catégories A, B, C	2022	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	19 400	-1,3	-6,0	-0,2	-4,6
DELD:					
1 à 2 ans	7 090	-2,1	-19,3	-4,4	-22,9
2 à 3 ans	3 860	-5,4	-6,8	-5,9	-9,4
3 ans et plus	6 850	-1,7	-5,5	-1,3	-4,6
Total DELD	17 800	-2,7	-11,8	-3,6	-13,7
Part des DELD	47,9%	-0,3 pt	-1,5 pt	-0,9 pt	-2,5 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

### Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1	Moyenne annuelle	
	2022	2022	2021
Assurance chômage	15 <i>7</i> 10	15 710	19 380
Solidarité - Etat	1 780	1 780	1 960
Autres	460	460	590
Total DE indemnisés	17 940	17 950	21 930
Formation	1 730	1 730	1 710
Part des DE indemnisés* :			
Côte d'Or	45,1%		
BFC	46,3%		

Source : Pôle emploi

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

# Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	(	Côte d'Or		BFC	
	T2 Var. annuelle		nuelle Var. annu		nuelle
	2022	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	508	+31	+6,5	+206	+8,7
Fin de mission d'intérim	190	+25	+15,1	+218	+20,7
Démission	170	+29	+20,3	+184	+25,3
Rupture conventionnelle	265	+13	+5,0	+49	+4,2
Licenc. économique	44	-5	-10,7	-26	-8,5
Autre licenciement	223	+27	+14,0	+143	+12,1
Première entrée <sup>(1)</sup>	152	-33	-18,0	-116	-13,3
Retour d'inactivité <sup>(2)</sup>	669	-29	-4,1	+19	+0,5
Réinscription rapide <sup>(3)</sup>	553	-57	-9,3	-54	-1,7
Autre motif <sup>(4)</sup>	273	+61	+28,8	+49	+4,5
Motif indéterminé	291	-35	-10,6	-20	-1,1
Total	3 339	+27	+0,8	+652	+3,8

<sup>(1)</sup> Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu"elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

# Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	(	Côte d'Or		BF	:C
	T2 Var. annuelle		Var. an	nuelle	
	2022	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré <sup>(1)</sup>	472	-85	-15,3	-414	-14,2
Entrée en stage ou formation	364	-68	-15,7	-226	-10,2
Arrêt de recherche**	355	-5	-1,4	+24	+1,3
dont maladie	234	+12	+5,3	+24	+2,0
Cessation d'inscription					
pour défaut d'actualisation	1 893	+148	+8,5	+916	+9,9
Radiation administrative	341	+84	+32,9	+607	+45,7
Autre cas <sup>(2)</sup>	260	-28	-9,7	-197	-12,7
Total	3 685	+46	+1,3	+708	+3,7

<sup>\*\*</sup>Maternité, maladie, retraite...

<sup>\*</sup>Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

<sup>(2)</sup> Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

<sup>(3)</sup> Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut

d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

<sup>(4)</sup> Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

<sup>(1)</sup> Uniquement celles connues de Pôle emploi.

<sup>(2)</sup> Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

ns : non significatif

#### \* Définition Arrondissements

### Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO	T2	Var. (en %) sur		Р	art (en %) de	:s
Catégorie A	2022	vai. (ci	1 70) 301	Femmes	-25 ans	Seniors
		1 Trim.	1 an			
Beaune	2 790	+2,2	-21,2	51,6	12,9	31,5
Dijon	13 560	+0,2	-14,2	49,1	13,7	25,5
Montbard	1 920	+0,5	-15,0	50,0	12,5	37,0
Dijon métropole	10 980	+0,6	-13,5	48,8	13,6	24,2
Côte d'Or	18 270	+0,6	-15,4	49,5	13,5	27,6

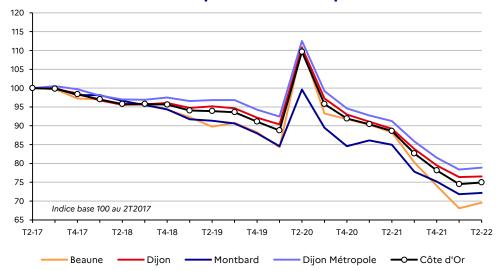
Indicateur de chômage\* 5,4 7,9 7,5 9,3 7,3

Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

Source: Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

### Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



# Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

#### Données CVS-CJO Plus d'un an Var. (en %) sur T2 Var. (en %) sur Catégories A, B, C 2022 **T2** 1 Trim. 1 an 2022 1 Trim. Beaune 6 260 -2,3 -12,6 3 160 -2,8 -12,5 Dijon 27 080 -1,9 -7,8 12 600 -2,7 -11,6 Montbard 3 850 -2,0 -10,5 2 030 -3,3 -12,1 Dijon métropole 21 110 -1,2 -7,2 9 580 -1,7 -11,3

-2.0

# Les flux d'entrées et de sorties

Enti	rées	Sorties	
en Cat.	A, B, C	en Cat.	A, B, C
Nombre	Evol. (%)	Nombre Evol. (9	
	Trim.		Trim.
580	+1,8	610	-9,0
2 750	+1,5	2 900	-1,7
350	+6,1	380	0,0
2 200	0,0	2 340	-0,4
3 680	+1,9	3 890	-2,8

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

#### Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2022.

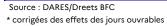
17 800

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

<sup>\*</sup> Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2019

# Activité partielle

Données CJO*  Côte d'Or		d'Or	
Heures	autorisées	rées T1 2022 T2 2022	
Nombre	de demandes en cours	671	193
Volume o	d'heures autorisées	708 552	538 208
dont :	Agriculture	98	0
	Industrie	273 926	316 296
	Construction	8 492	15 306
	Commerce	90 609	77 420
	Services	335 427	129 186
Etablisse	ments autorisés	586	182
dont :	étabs de 50 sal. et plus	96	35
Nombre	de salariés concernés**	5 907	3 856
Total he	ures autorisées 12 mois glissés	12 160 480	3 585 617

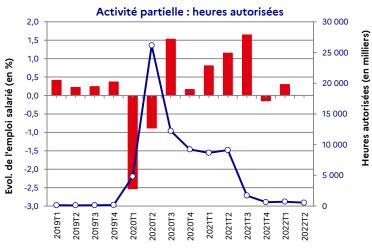


<sup>\*\*</sup> en moyenne sur le trimestre



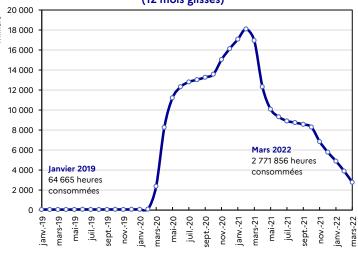
Source : DARES/Dreets BFC

<u>Avertissement</u>: Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Evol. Trimestrielle de l'emploi salarié marchand (Insee-Acoss-Dares, données cvs)





## Créations d'entreprises

Données	brutes	Côte	d'Or
Créations d'entreprises		T2 2022	Evol./T2 2021
			(en %)
Nombre	de créations d'entreprises	1 597	-13,9
dont :	Entreprises individuelles	204	-23,0
	Micro-entrepreneurs	944	-18,1
	Sociétés	449	+2,7
Cumul su	r 12 mois glissés	6 780	-6,9
Nombre	de créations d'entreprises		
hors micr	o-entrepreneurs	653	-7,0
Cumul su	r 12 mois glissés	2 584	-3,6

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises. Pour en savoir plus : <a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation.">https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation.</a>

# Défaillances d'entreprises

	Côte	d'Or
res de procédures	T2 2022	Evol./T2 2021
		(en %)
'ouvertures de procédures	84	+52,7
Sauvegardes	s	5
Redressements judiciaires	19	+11,8
Liquidations judiciaires directes	64	+68,4
l'emplois menacés	158	+36,2
Agriculture	s	5
Industrie	10	-33,3
Construction	69	+109,1
Commerce	36	+50,0
Services	43	+2,4
ouvertures sur 12 mois glissés	275	+29,1
	'ouvertures de procédures Sauvegardes Redressements judiciaires Liquidations judiciaires directes 'emplois menacés Agriculture Industrie Construction Commerce Services	Construction84SauvegardessRedressements judiciaires19Liquidations judiciaires directes64'emplois menacés158AgriculturesIndustrie10Construction69Commerce36Services43

Source: Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s.: non significatif s : secret statistique

<sup>\*</sup> un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les

données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date. \*\* en moyenne sur le trimestre



## Effectifs salariés par secteur d'activité

#### Avertissement:

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi\_note-methodo\_mai\_2022.pdf

Côte d'Or		Emplo	i hors inte	érim		Emploi y compris intérim (1)					
1 <sup>er</sup> trimestre 2022	Nombre		Evol	ution		Nombre	ore Evolution				
(Données CVS)	de	Trimes	trielle	Annu	elle	de	Trimes	trielle	Annu	elle	
	salariés	en nbre	en %	en nbre	en %	salariés	en nbre	en %	en nbre	en %	
Agriculture	4 820	+110	+2,2	+250	+5,4	4 900	+120	+2,6	+290	+6,2	
Industrie	26 080	-90	-0,3	-70	-0,3	28 500	-110	-0,4	+30	+0,1	
Industrie agro-alimentaire	4 890	-10	-0,3	-10	-0,2	5 280	+10	+0,2	+20	+0,5	
Industries extractrives, énergie, eau, déchets	2 770	+10	+0,5	0	+0,1	2 940	+30	+0,9	0	+0,1	
Equipements élec. électron. info., autres machines	4 670	-50	-1,1	-30	-0,7	5 110	-120	-2,2	-80	-1,6	
Matériels de transport	1 430	-20	-1,2	-60	-4,3	1 540	0	-0,1	-110	-6,8	
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie,)	12 300	-20	-0,2	+30	+0,3	13 620	-20	-0,2	+200	+1,5	
Construction	12 510	+90	+0,8	+250	+2,1	13 700	+70	+0,5	+220	+1,6	
Commerce ; réparation auto.	27 690	+30	+0,1	+960	+3,6	28 250	+60	+0,2	+1 030	+3,8	
Services marchands	63 700	+470	+0,7	+2 450	+4,0	65 950	+310	+0,5	+2 560	+4,0	
Transports et entreposage	13 740	+10	+0,1	-90	-0,7	14 530	-150	-1,0	-200	-1,4	
Hébergement et restauration	9 360	+40	+0,4	+1 260	+15,5	9 450	+40	+0,4	+1 330	+16,3	
Information et communication	3 430	+60	+1,8	+180	+5,6	3 460	+60	+1,7	+180	+5,6	
Services financiers	6 020	+40	+0,6	+160	+2,7	6 120	+40	+0,7	+170	+2,9	
Services immobiliers	1 200	0	-0,3	-70	-5,5	1 220	-20	-1,9	-90	-6,8	
Services aux entreprises	21 070	+200	+1,0	+500	+2,4	22 120	+230	+1,1	+620	+2,9	
Services aux ménages	8 890	+130	+1,5	+510	+6,1	9 060	+120	+1,3	+550	+6,5	
Services non marchands	75 110	+300	+0,4	+130	+0,2	75 400	+260	+0,3	+90	+0,1	
Ensemble	209 900	+900	+0,4	+3 970	+1,9	216 710	+720	+0,3	+4 210	+2,0	

Champ: emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi: Insee, estimations d'emploi; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim: Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

Traitement : Dreets BFC- SESE

(base 100 au 31/12/2010)

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

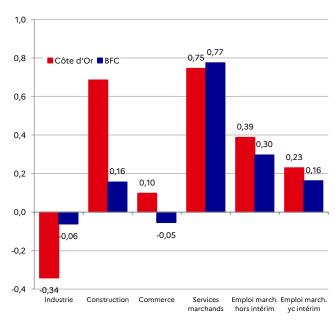
### Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

#### • dans les secteurs d'activité du département

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

#### • dans le département et au niveau régional

(entre le 4<sup>ème</sup> trim. 2021 et le 1<sup>er</sup> trim. 2022, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

# Le recours à l'intérim

# Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Côte d'Or	Intérimaires en fin de trimestre <sup>(1)</sup>		Recours à	ı l'intérim <sup>(2)</sup>		temps plein o ur le trimestre	Durée moyenne des missions <sup>(4)</sup>										
1 <sup>er</sup> trimestre 2022		Evol	ution	Evol.			Evolution		au cours du	Evolution							
(Données CVS)	Nombre	Trim.	Annuelle	(en %)								annuelle	Nombre	Trim.	Annuelle	trimestre	sur 1 an
		(en %)	(en %)		(en points)		(en %)	(en %)	(en semaines)	(en pt)							
Agriculture	100	+33,4	+59,3	2,0	+0,7	80	+14,3	+14,3	1,7	-0,9							
Industrie	2 590	-2,9	+6,9	9,0	+0,6	2 670	+3,9	+10,3	2,4	0,0							
Construction	1 330	-6,8	-3,2	9,6	-0,5	1 370	0,0	+2,2	3,4	+0,3							
Commerce	570	-0,3	+17,4	2,0	+0,2	600	+5,3	+30,4	1,3	-0,1							
Services	2 750	-2,6	-0,4	4,1	-0,2	2 900	+2,1	+10,7	1,3	+0,1							
Ensemble	7 340	-3,0	+3,3	5,2	0,0	7 620	+2,7	+10,4	1,8	0,0							

Note: Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

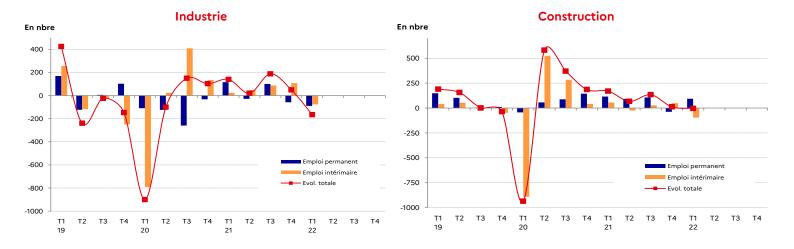
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

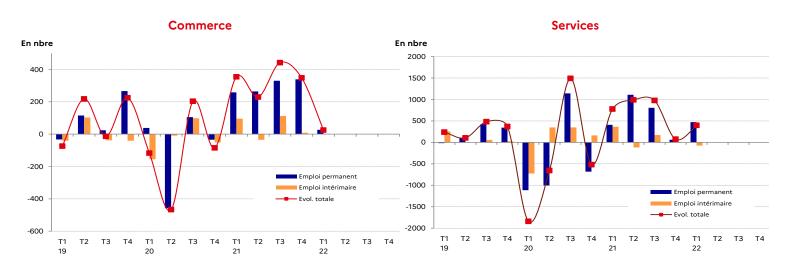
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

### Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité





Note: Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange) Sources : Acoss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

# Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Côte d'Or 1 <sup>er</sup> trimestre 2022		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
Embauches		1 458	1 083	4 280	37 070	43 891
Répartition en %		3,3	2,5	9,8	84,5	100,0
dont en % :	CDD	40,9	36,0	61,7	85,6	80,6
	< 25 ans	27,7	24,3	47,7	21,5	24,4
	25 - 49 ans	56,5	60,5	40,7	49,4	49,0
	50 - 54 ans	7,3	7,1	4,9	10,0	9,3
í	55 ans ou plus	8,5	8,1	6,7	19,1	17,3
	Femmes	37,5	13,8	57,0	65,0	62,0
Sorties		1 393	973	4 079	35 457	41 902
Répartition en %		3,2	2,2	9,3	80,8	100,0
dont en % : Fins	de CDD	26,6	23,0	58,1	84,2	78,3
dont	CDD < 1 mois	<i>37,7</i>	27,7	<i>7</i> 1,3	90,3	<i>87,</i> 9
	Demissions	30,6	35,7	17,1	7,1	9,6
Licenciements	économiques	0,9	1,7	0,6	0,3	0,4
Licenc. non	économiques	11,3	12,9	6,9	2,6	3,5
	Retraite	10,8	3,6	1,8	0,8	1,3
Ruptures Cor	nventionnelles	8,6	11,2	4,7	1,3	2,1
	< 25 ans	23,5	21,7	46,1	21,1	23,6
25 - 49 ans		49,6	60,8	40,5	48,5	48,0
	50 - 54 ans		7,3	4,5	10,1	9,4
į	55 ans ou plus	20,9	10,2	8,9	20,3	19,0
	Femmes	38,8	12,0	58,2	65,8	62,9

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

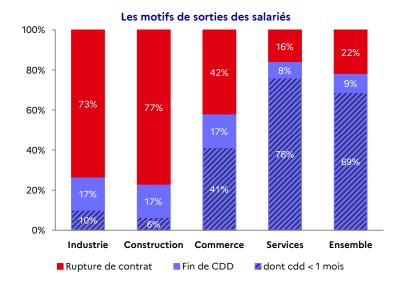
#### Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus : https://dares.travailemploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-

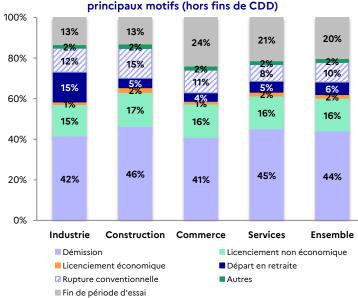
main-doeuvre

Lecture: Au 1er trimestre 2022 parmi les embauches dans l'industrie 40,9 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 0,9 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,4 % tous secteurs confondus



Lecture : dans le commerce, 41 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

# Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 42 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Côte d'Or 1er trimestre 2022		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
Actifs en emp	oloi (en %)	10,7	60,8	12,7	15,9	52,0	31,3
Embauches		10 689	21 528	4 096	7 578	27 226	6 724
dont en % :	CDD	78,2	76,7	86,3	92,1	85,3	82,8
Sorties		9 896	20 133	3 925	7 948	26 361	6 403
dont en % :	Fins de CDD	77,0	75,2	85,3	84,3	83,6	82,0
	dont CDD < 1 mois	81,3	<i>87,4</i>	92,5	94,5	89,0	83,4
	Demissions	10,0	12,6	6,0	2,9	7,5	8,3
Licenci	iements économiques	0,1	0,4	0,6	0,7	0,3	0,0
Lice	nc. non économiques	4,9	3,6	2,5	2,1	2,4	3,4
Retraite		0,0	0,0	0,0	7,0	1,1	0,0
Rupti	ures Conventionnelles	1,0	3,0	2,1	1,2	1,6	0,7

Source: Dares, MMO; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 92,1 % ont signé un CDD

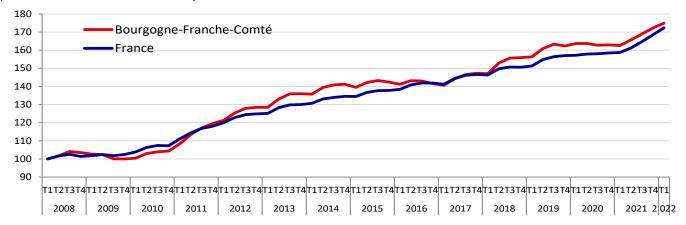
## Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 <sup>er</sup> trimestre 2022	Actifs	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)					
	occupés RP	Effectif (en	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en	Part	Evol.	Evol. A	nnuelle	
	2019	nbre)			en nbre	en %	nbre)	(en %)	Trim. (en %)	en nbre	en %	
Côte d'Or	220 570	216 <i>7</i> 10	22,0	+0,3	+4 210	+2,0	171	0,4	+5,6	+33	+23,9	
Doubs	222 456	197 970	20,1	+0,3	+3 010	+1,5	29 555	71,7	+1,3	+1 980	+7,2	
Jura	105 149	87 690	8,9	-0,1	+1 050	+1,2	6 854	16,6	+1,2	+411	+6,4	
Nièvre	70 977	64 310	6,5	-0,1	+910	+1,4	15	0,0	+7,1	+3	+25,0	
Haute-Saône	92 428	69 120	7,0	+0,2	+650	+0,9	568	1,4	+3,3	+96	+20,3	
Saône-et-Loire	211 125	191 640	19,4	+0,2	+4 240	+2,3	206	0,5	+4,0	+28	+15,7	
Yonne	126 632	110 130	11,2	-0,1	+1 280	+1,2	25	0,1	0,0	+6	+31,6	
Territoire de Belfort	55 791	49 410	5,0	-0,2	+290	+0,6	3 823	9,3	+3,7	+336	+9,6	
BFC	1 105 129	986 990	100,0	+0,1	+15 640	+1,6	41 217	100,0	+1,5	+2 893	+7,5	

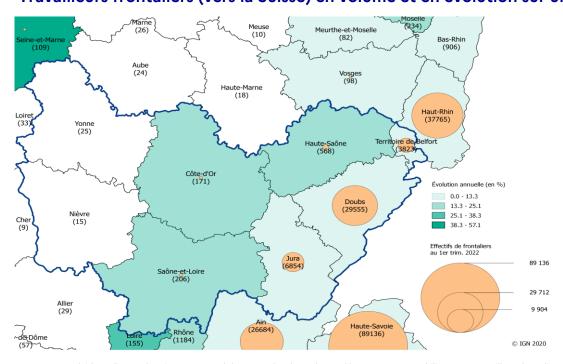
Sources: INSEE - RP 2019; Insee, estimations d'emploi; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS); Office Fédéral de la Statistique

# Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



### Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture: L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 7,2 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 29 555 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

**Champ:** Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique



# Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

# Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	C	ôte d'O	r	BFC								
	T2	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/								
	2022	2022	cumul 202	cumul 2021								
Contrats aidés (conventions initiales + avenants):												
PEC	105	263	-2,6	-22,8								
dt jeunes	43	94	+17,5	-16,7								
dt Education Nat.	s	s	S	-40,3								
dt Collectivités	23	55	-31,3	-32,8								
dt résidents QPV	7	23	+64,3	+5,1								
dt résidents ZRR	35	104	-	-								
CIE Jeunes	56	214	-	-								
Mesures d'accompagnement	:											
PACEA	334	850	-28,0	-36,4								
dt résidents QPV	nd	nd	nd	nd								
CEJ*	511	946	-	-								
Aides à l'embauche :												
Emplois Francs**	21	60	-11,8	-26,5								
Alternance :												
Contrat apprentissage (au 1	T2022)											
- secteur public	12	12	+71,4	-7,1								
- secteur privé	278	278	-18,7	-11,4								

<sup>\*</sup> Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

# Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4	Cumul	Var.(%)/
	2021	2021	cumul 2020
Côte d'Or	296	1 606	+15,6
Doubs	408	1 927	+12,1
Jura	302	1 320	+28,4
Nièvre	243	1 082	+67,8
Haute-Saône	130	637	+9,1
Saône-et-Loire	405	2 014	+29,6
Yonne	400	1 875	+44,5
Territoire de Belfort	76	489	+21,0
BFC	2 260	10 950	+27,0

# Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle	C	BFC	
Données provisoires	T2 Var.(%)/		Var.(%)/
	2022	trim. année	trim. année
		précédente	précédente
Contrats aidés (conventions	initiales + av	enants):	
PEC	350	+2,9	+7,0
Mesures d'accompagnement	:		
Garantie Jeunes	606	+14,8	+15,7
IAE (au 4T2021)	1 370	+6,1	+6,0

De nombreuses mesures existent pour encou-rager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

- ✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...
- ✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi

qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail I DARES (travail-emploi.gouv.fr)

#### Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

Garantie jeunes et CEJ (Contrat d'engagement jeune) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock: PEC: DARES

Emploi d'avenir : DARES

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

IAE : ASP, traitement Dares

<sup>\*\*</sup> Données arrêtées à la semaine 26

s : secret statistique

# Les prestations de solidarité et d'insertion

### Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS	
1 <sup>er</sup> trimestre 2022	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
données brutes provisoires	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
Côte d'Or	9 930	-6,2	37 273	+1,3	8 290	+2,4	1 <i>7</i> 33	-10,0
Doubs	12 647	-3,0	33 080	+2,1	10 223	+0,4	1 953	-5,9
Jura	3 677	-9,1	15 377	+0,9	5 113	+0,5	780	-4,5
Nièvre	5 733	-4,3	13 693	0,0	6 170	-0,8	897	-9,4
Haute-Saône	4 147	-5,7	15 040	0,0	5 277	+1,9	1 073	-6,7
Saône-et-Loire	10 107	-8,0	36 477	+1,6	11 583	+2,1	2 193	-9,6
Yonne	8 760	-6,5	23 407	+0,8	7 630	+3,8	1 407	-8,7
Territoire de Belfort	4 357	-1,6	9 540	+2,2	2 327	+1,3	750	-0,9
BFC	59 357	-5,6	183 887	+1,2	56 613	+1,5	10 787	-7,7

<sup>\*</sup> Moyenne trimestrielle.

#### - RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ: France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

#### - AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

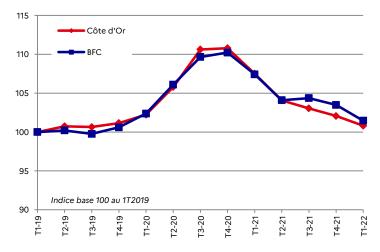
Champ: France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

#### - ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

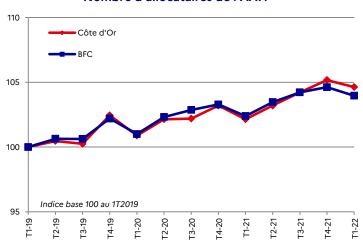
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources: Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES; MSA; Pôle emploi, FNA.

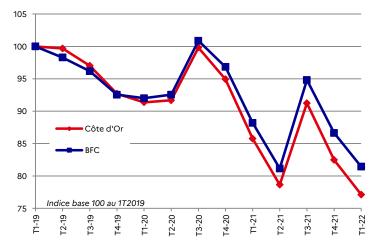
#### Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



#### Nombre d'allocataires de l'AAH



#### Nombre d'allocataires de l'ASS



#### Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

